

Chers compatriotes.

Aux pressions politiques issues de nos instincts grégaires et dominateurs, à celles provenant de nos pulsions belliqueuses et capitalistes, s'ajoutent les pressions engendrées par le mode de vie moderne. Notre soif inextinguible de comprendre, de chercher et de créer a abouti durant le dernier siècle à une société soumise à ses propres inventions. En voulant nous faciliter la vie, nous sommes devenus dépendants d'objets produits en masse qui modèlent nos pensées et nos actions. Ils nous aident mais ils nous polluent, ils nous abrutissent, ils nous uniformisent, ils nous déshumanisent. Nous sommes pris dans une mécanique de création de besoins et de satisfaction immédiate, puis de gaspillage, de négligence et de superficialité. Historiquement, c'est d'abord l'alliance de la chimie et des procédés industriels de production qui a formé une cinquième pression politique que j'appelle chimico-consumériste, dont il est question maintenant.

La créativité de l'Être humain est à l'origine de son évolution rapide et de sa capacité à façonner la surface terrestre à grande échelle. Les outils et les objets créés ont toujours eu une influence sur les comportements et l'organisation sociale. La poterie a permis de mettre en réserve des denrées et a ainsi favorisé le phénomène d'urbanisation. L'imprimerie a accéléré la diffusion des idées et des savoirs pour aboutir à des révolutions politiques. Mais jusqu'au 19^{ème} siècle, on ne produisait guère plus que le nécessaire car la production s'accordait en qualité et en quantité au travail de son producteur. Chaque pierre de la cathédrale était taillée à la main et liée à la chaux par des artisans à partir de matériaux naturels et il fallait des dizaines d'années pour construire le monument. Et puis, il y a à peine une centaine d'années, le béton armé et les parpaings ont imposé leur loi, leur méthode et leur rythme. Le découplage entre le travailleur et son travail s'est installé. La maîtrise de la chimie et l'industrialisation ont fait exister des choses totalement artificielles dans des proportions et des rendements ahurissants. Et il a fallu vendre, ou plutôt faire acheter toutes ces choses nouvelles

même si elles étaient de mauvaise qualité, même si elles nuisaient à l'environnement et à la santé, même si les gens n'en avaient pas vraiment besoin. Cette société de consommation, nous y baignons encore et toujours, elle façonne nos existences. Que ce soit dans l'agriculture, l'alimentation, l'habillement, les transports, le tourisme, la médecine, le sport, les nouvelles technologies, dans tous les domaines en fait, nous continuons de subir la pression chimico-consumériste en dépit des grands discours et des petits actes pour un nécessaire retour à une forme de sobriété.

Nous avons beau avoir les meilleures intentions du monde, le marché continue d'imposer ses pratiques, ses codes et ses lois en jouant sur nos pulsions de distinction, de plaisir et de réalisation d'économies. Les entreprises et les commerçants dépensent des sommes astronomiques en communication publicitaire et en remises pour écouler leurs marchandises parfois venues de l'autre bout du monde. Nous achetons en grande quantité des produits de piètre qualité parce que le système économique nous y incite. Sel, sucre, graisse, plastique, médicaments, gadgets, objets technologiques, voyages express, produits de luxe n'ont souvent pas d'autre utilité réelle que d'apporter un contentement individuel très enfantin, presque une consolation face à un monde insensé. Cela ne serait pas un problème autre que philosophique si cela n'entraînait de graves répercussions sur l'environnement social et naturel. Cette course effrénée à la consommation suscite en effet une concurrence folle qui broie une bonne partie des individus et détruit les écosystèmes. Il y a urgence à diminuer les nuisances de toutes sortes.

Nous ne changerons pas de modèle de développement par le haut sauf à imposer une sorte de dictature verte dont personne ne veut. Nous n'imposerons pas non plus des restrictions à la consommation qui seraient également un déni de démocratie. Une part de la solution passe par l'interdiction de certains produits, de certains modes de production ou de certains éléments chimiques. Mais ces interdictions doivent être concertées au minimum au niveau européen pour ne pas gravement pénaliser les entreprises nationales. C'est pourquoi l'essentiel du changement doit passer par la responsabilisation et l'incitation des producteurs et des consommateurs. Il faut bien sûr

continuer l'effort d'éducation et de communication. Mais surtout, il faut des signaux clairs au niveau des prix. Beaucoup veulent instaurer une taxe carbone pour augmenter le prix des produits selon la répercussion de leur fabrication sur le réchauffement climatique. Fort bien mais cette taxe est beaucoup trop complexe à calculer et elle ne traite qu'un seul aspect du problème, la pollution de l'air. Qui plus est, elle privilégie une version punitive donc mal perçue de l'écologie. La taxe carbone peut être par contre un outil judicieux à mettre en œuvre aux frontières de l'Union Européenne. Au niveau national, pour inciter à la consommation de produits vertueux, il faut plutôt viser une baisse de leur prix.

Je propose l'instauration d'une Taxe Variable sur les Nuisances Ajoutées. Dans un premier temps, la TVA sera divisée en deux parties égales : une moitié qui sera la nouvelle TVA et une moitié qui deviendra la Taxe Variable sur les Nuisances Ajoutées (TVNA). Au départ, le montant nouvelle TVA+TVNA sera donc égal au montant de la TVA actuelle. Ensuite, progressivement, tous les producteurs, artisans et commerçants obtiendront de la part d'organismes de certification un taux de TVNA entre 100% et 0% du montant dû de nouvelle TVA. Ce taux dépendra du degré d'écocitoyenneté des produits et des procédés de fabrication. En d'autres termes, plus une entreprise sera vertueuse en matière écologique, plus elle fera des économies, jusqu'à réduire possiblement sa TVA de moitié par rapport à aujourd'hui. Elle pourra répercuter ce gain en baissant ses prix de vente ce qui rendra les produits écoresponsables plus attractifs pour les consommateurs. Les critères d'écocitoyenneté seront définis par la loi et prendront en compte l'impact environnemental sur l'air, l'eau et les sols, la pollution sonore et visuelle, les sources d'énergie, le niveau de recyclage, les distances de transport, le bien-être animal et la santé des travailleurs et consommateurs.

Voilà, la clef politique n°20, c'est la pression chimico-consumériste qui a transformé notre monde en quelques décennies après la Seconde Guerre Mondiale. La chimie industrielle a fait basculer tous les secteurs dans une compétition productiviste acharnée et, par voie de conséquence, la société s'est adonnée à un consumérisme total.

La prise de conscience des répercussions désastreuses sur l'environnement induit le retour à une forme de sobriété difficile à mettre en œuvre face à la toute-puissance du modèle d'hyperconsommation. À tout le moins, nous pouvons œuvrer pour une diminution des nuisances dans la fabrication et le contenu des produits. Plutôt que de pratiquer une écologie punitive qui est inefficace et impopulaire, il faut rendre attractifs les produits écologiquement vertueux en incitant à leur production et à leur achat par une forme de détaxation. Stimulons les producteurs et les consommateurs à être écoresponsables par la baisse des prix !

Je vous remercie de votre écoute et je vous donne rendez-vous le 7 janvier prochain pour la clef n°21. Je vous dis donc : à bientôt !